

Lettre de France

Autor(en): **Rebour, Pauline**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses**

Band (Jahr): **1 (1913)**

Heft 5

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-248573>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

légales des lois modernes sur le travail pour les femmes enceintes ou relevant de couches, et d'autres encore sur lesquelles je n'ai pas la place de m'étendre. Tout cela peut et doit être examiné avec soin, à condition de chercher à équilibrer loyalement la défense de la race et les exigences de la liberté.

Mais la question centrale est la suivante : la femme doit-elle rester une « salariée au rabais » ? Du moment qu'elle est autorisée à travailler librement, son salaire ne doit-il pas être, en bonne justice, le même que celui de l'homme à travail égal ?

Si la femme est moins payée — et en moyenne elle l'est moins de moitié pour le même travail — c'est encore parce qu'elle est considérée comme n'ayant droit qu'à un « appoint ». Pourquoi ? Parce qu'elle est femme. Et c'est là le reste de la vieille théorie qui lie le sort économique de la femme à sa situation conjugale. Mais là encore l'erreur est grossière, parce que toutes les femmes célibataires mises au même régime que les femmes mariées sont ainsi victimes d'une évidente injustice.

Et chose curieuse, il a fallu, et il faut encore démontrer à l'ouvrier — qui le comprend mal — que le salaire déprimé de l'ouvrière constitue, contre lui, la plus redoutable des concurrence, alors que, à salaire égal, seules les capacités entrent en jeu dans le débat d'où dépend le taux du salaire.

La théorie du « salaire d'appoint » est-elle vraiment assez forte pour maintenir l'ouvrière sous la loi du salaire déprimé ? Non. Mais une cause autrement puissante intervient : la femme, généralement faible, ayant moins que l'homme l'instinct de solidarité, livrée plus que lui à ses aspirations et à ses inspirations momentanées, très intuitive et peu logique, souvent exploitée et en puissance de chef de famille, la femme qui n'est pas « électrice », n'a pas pu, ou n'a pas su se syndiquer. Si l'homme est syndiqué dans l'industrie pour une proportion de 25 ou 30 % en moyenne, le coefficient syndical féminin n'est guère que de 2 à 3 %. Dans cet ordre, l'ouvrière a rencontré souvent l'hostilité du syndicat masculin, et cet obstacle est loin d'être anéanti. Nous ne voulons pas nous prononcer ici sur le principe du syndicat par sexe ou du syndicat mixte, car la solution dépend, et des métiers en cause, et des circonstances locales.

Si tant de femmes peinent sur un travail mal rétribué, cela tient donc à de multiples causes, dans lesquelles nous discernons comme les plus importantes :

L'absence de pouvoir électoral ;

La condition civile du mariage ;

L'opposition fréquente du syndicalisme masculin au syndicalisme mixte.

Certes, nous ne nions pas le jeu formidable et déprimant de l'offre et de la demande, qui fait que l'industriel reçoit dix demandes pour une de main-d'œuvre féminine. Mais là n'est pas la question. Ce n'est pas parce que cent femmes ont besoin de travail qu'il faut en payer dix à un salaire de famine.

Le remède ? En attendant que la femme devienne réellement « une personne » et que la majorité des ouvriers l'associe libéralement et sans regret à son syndicalisme — la réaction commence déjà à se faire sentir dans ce domaine — je ne vois pas d'autre remède immédiat que l'association syndicale indépendante, et l'adoption du salaire minimum dans le plus grand nombre possible d'industries. Sur ce dernier point, les exemples de l'Australie et de l'Angleterre sont probants : les conditions du travail féminin ont été relevées.

Mais ce n'est pas suffisant, car il y a là un cercle vicieux : le bas salaire est l'ennemi du syndicalisme, et le manque de syndicalisme déprime le salaire.

L'ouvrière ne recevra son juste salaire que lorsqu'elle sera munie du droit de vote.

En effet l'histoire entière du salariat masculin démontre cette vérité : l'ouvrier n'a vu monter le taux du salaire que grâce au développement de ses droits d'association.

Que le capital résiste à l'égalisation des salaires masculins et féminins, nous le comprenons, puisqu'il défend cette position privilégiée qui est de pouvoir profiter, pour un même travail, de l'octroi d'un salaire moindre. Mais nous n'admettons pas que cela doive toujours durer.

Et à ceux qui se plaignent de voir la femme à l'usine, nous dirons : devant cette dure, mais inéluctable nécessité sociale, dont la base se trouve dans le principe de liberté, travaillez à rétablir la dignité féminine, non en gémissant sur l'abandon du foyer — qu'y pouvons-nous ? — mais en demandant pour la femme les armes de défense qui lui sont nécessaires pour combattre l'abaissement du salaire.

Et vous aurez fait œuvre « morale » aussi, parce que, en donnant à la femme l'indépendance économique, vous aurez relevé d'un seul coup sa condition morale et la moralité des hommes. La sujétion de la femme dans ce domaine tient avant tout à sa condition économique déprimée, qui en fait trop facilement une exploitée du sexe fort.

A. de MORSIER.

Les Prud'femmes

L'initiative annoncée contre la loi genevoise du 27 février 1910, semble avoir un peu de peine à sortir de l'œuf. Ces messieurs hésiteraient-ils à risquer l'aventure ? Auraient-ils réalisé qu'une initiative populaire coûte cher à l'Etat — c'est-à-dire aux contribuables masculins et *féminins* ! — aussi cher que le recensement des femmes qui travaillent ?...

Pour le moment,

...Tout dort, et l'armée, et les vents, et Neptune..

sauf les sociétés féminines, qui veillent.

Le Féminisme en Europe

I. LETTRE DE FRANCE

Le mouvement féministe a pris en France une extension considérable depuis quelques années. Les efforts de ses adeptes se sont faits plus tenaces. Ceux-ci se sont groupés autour des principaux points du programme et se sont adressés au grand public qui les avait d'abord ignorés ou raillés.

Recrutés dans tous les milieux et dans tous les partis, les féministes français veulent réaliser l'égalité de l'homme et de la femme au point de vue civil, économique et politique. Il semble aujourd'hui que, sans se désintéresser des questions de principe et des discussions théoriques, les partisans de cette égalité veulent nettement de l'action, et se préoccupent surtout des moyens pratiques de réaliser leur programme.

* * *

La campagne pour le bulletin de vote.

Le droit de suffrage semble actuellement la première conquête qu'il convient de tenter : la plupart d'entre nous n'y sont venues qu'après avoir expérimenté que, seule, la puissance poli-

tique donnerait aux femmes le rôle social qu'elles méritent. Toujours demander comme une faveur les réformes les plus justifiées et les plus nécessaires les a lassées. Elles veulent aujourd'hui compter dans les préoccupations électorales des parlementaires.

Voir les femmes voter ne serait pas une nouveauté pour nous. Elles prennent en effet déjà part à certaines élections : Conseils départementaux de l'enseignement primaire et Conseil supérieur de l'Instruction publique pour les femmes qui sont dans l'enseignement ; Chambres de Commerce pour les commerçantes ; Conseils de prud'hommes pour les ouvrières, employées, et patronnes. M^{me} Claudette Coste est vice-présidente du Conseil de Prud'hommes de Vienne (Isère).

Malgré ces expériences, malgré l'instruction obligatoire depuis trente ans pour les filles comme pour les garçons, malgré le nombre toujours croissant des femmes obligées de gagner leur vie, on n'a pas encore donné à la Française le droit de cité : elle reste sujette dans la République.

* * *

Le Parlement est cependant sollicité de se prononcer sur cette importante question. Une proposition de loi tendant à donner aux femmes le suffrage municipal fut déposée par M. Dussausoy sur le Bureau de la Chambre des députés, le 10 juillet 1906. Le rapport favorable de M. Ferdinand Buisson fut déposé, au nom de la Commission du suffrage universel, le 16 juillet 1909. Et la même Commission de la Chambre élue en 1910 vient de reprendre les conclusions de ce rapport. Il nous est promis qu'après la réforme électorale en matière législative que le Parlement discute en ce moment, ce sera notre tour, et que le suffrage municipal des femmes sera inscrit à l'ordre du jour.

* * *

C'est de propos délibéré que nous écartons de nos préoccupations actuelles le suffrage politique : nous rassurons les gens en acceptant une étape prudente. Beaucoup craignent pour les institutions républicaines : ils ont peur de voir la femme renforcer les partis extrêmes. Nous qui sommes convaincus que rien ne sera changé dans le groupement politique des intérêts, la femme comme l'homme ayant presque forcément les idées de son milieu, nous répondons : « Donnez-nous seulement le droit de suffrage pour les Conseils municipaux, d'arrondissement, et généraux. Nous vous montrerons que nous sommes capables d'être des citoyennes, et vous serez obligés alors de nous donner le vote complet.

* * *

L'Union française pour le suffrage des Femmes a entrepris une énergique propagande à travers la France. Elle fut d'abord une société surtout parisienne ; les adhésions lui sont venues si nombreuses de tous les coins de la France que ses statuts n'ont plus suffi, et qu'il lui a fallu s'organiser en Fédération, ayant à Paris son Comité central et dans les départements des groupes dont l'ensemble atteint aujourd'hui près de 10.000 adhérents.

La campagne de propagande se poursuit tous les jours avec un succès croissant, et dès aujourd'hui obtient des résultats.

Les Conseils généraux de la Seine, de la Somme, de la Seine-Inférieure, du Gers et du Finistère ; les Conseils d'arrondissement du Havre et de Lyon ; les Conseils municipaux de Brest, Le Havre, Lescar, Lyon, Morlaix, Puteaux, Trélazé, Vil-

leurbanne et Pau ont émis des vœux en faveur du suffrage des femmes. Et l'opinion des Conseils intéressés par la réforme que nous demandons aura une grande influence lors de la discussion de la loi.

* * *

Nous préparons les futures Conseillères municipales.

Une des objections que nous rencontrons est que les femmes ne s'intéressent pas encore aux questions administratives. Il nous est facile de répondre, en demandant l'introduction des femmes dans toutes les Commissions ou Conseils dont la loi ne leur interdit pas l'entrée.

C'est parmi ces femmes, qui auront fait leurs preuves dans les Commissions administratives des hospices, des bureaux de bienfaisance, dans celles qui s'occupent de l'hygiène, de la protection de la première enfance, parmi celles qui auront été déléguées cantonales dans les écoles, que les électeurs pourront — bientôt peut-être — trouver les futures élues.

Afin que ce qui se fait dans certains départements s'étende à toute la France, le journal *La Française* a ouvert une enquête sur ces nominations de femmes dans les Commissions administratives. Les renseignements qui arrivent nombreux nous montrent déjà un grand nombre de Conseils où les femmes siègent à côté des hommes, pour le plus grand bien des administrés. Et c'est d'un excellent présage.

* * *

Nos revendications économiques.

Une des principales d'entre elles va incessamment être discutée par le Parlement : je veux parler de l'égalité de traitement entre les institutrices et les instituteurs. Elle est proposée en même temps que le relèvement de traitement du personnel des écoles primaires, et la Chambre, puis le Sénat, devront discuter la question à propos du budget de l'Instruction publique.

C'est la *Fédération féministe universitaire* qui a organisé la campagne, et obtenu des Amicales mixtes que la réforme soit mise en tête de leurs revendications.

A l'heure où paraîtront ces lignes, peut-être saurons-nous à quoi nous en tenir.

Les féministes s'intéressent toutes à cette grave question de l'égalité des salaires : quand l'Etat l'aura résolue pour les institutrices, il devra en étendre le bénéfice à toutes ses fonctionnaires auxquelles s'applique le principe : à travail égal, salaire égal. Il aura ensuite le droit de dire aux industriels, aux patrons des grands magasins, aux administrations privées, de suivre son exemple. La condition de la travailleuse s'en trouvera ainsi améliorée.

* * *

Le mouvement féministe en France est sérieux et pondéré. Depuis quelques années, il a pris une force considérable et a surtout conquis la province. Une quantité de réformes sont à son programme ; elles viendront à leur heure. Aujourd'hui ses efforts tendent surtout vers l'obtention du suffrage, qui est le meilleur et le plus sûr moyen de réaliser le reste.

Pauline REBOUR,
Secrétaire générale du Groupe de Paris de l'Union
française pour le suffrage des femmes.

Paris, 28 février 1913.